ELECTIONS LÉGISLATIVES DU 4 MARS 1973

Mouvement Réformateur du Doubs



CHARLES VIATTE

Député honoraire
et Agrégé de Mathématiques
6 enfants

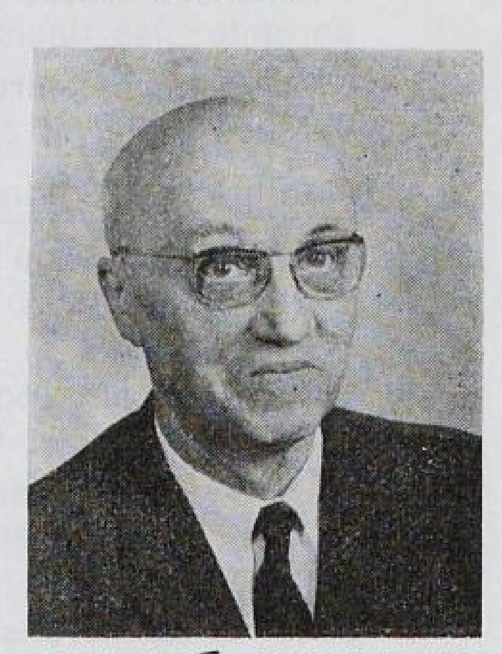
Electrices, électeurs,

L'annonce de notre candidature a suscité un grand intérêt sur le plan régional mais aussi sur le plan national.

On nous a dit partout : « Vous avez du courage ».

Mais non, car avoir du courage c'est surmonter sa peur, et nous **ignorons la peur.**

Ou plutôt : nous ignorons la peur pour nos personnes, mais nous avons peur que vous restiez des « machines à donner vos voix » mécaniquement, à des hommes qui méprisent profondément vos intérêts réels, se contentant de vous obtenir quelques rubans, et des subventions souvent attribuées de façon grotesque (voir « les souris »).



ANDRÉ SATTLER

Officier retraité
4 enfants

RESULTAT : notre si belle région est certainement celle qui a le plus décliné au cours de ces dernières années, (prix du lait, frontaliers, etc), parmi toutes les régions de France.

Nous voulons que cette région **RECOUVRE SA DIGNITE.**

Nous demandons d'abord **aux jeunes de s'éveiller,** de seconder nos efforts et de se préparer très vite à **VENIR NOUS RELAYER.**

Avec sérénité, dans le calme, mais avec une obstination que personne ne peut nous contester, nous vous disons ceci :

I. Apprenons d'abord à nous connaitre les uns les autres. Les situations ont beaucoup changé depuis dix ans ; on croit encore chez les non-paysans que les exploitants d'une ferme de 40 vaches sont des privilégiés de la fortune, d'autres pensent que les commerçants s'enrichissent sans rien faire, que les enseignants ont un métier de tout repos. Tout cela est à réviser. Ne soyez pas les ennemis de vos voisins.

II. Cherchons à voir les problèmes urgents à résoudre. Chacun a, en effet, des répercussions sur la vie de tous les autres.

1) Notre agriculture subit la crise la plus dangereuse qu'elle ait connue depuis longtemps. Sa production traditionnelle, le lait à gruyère, subit une baisse de prix qui atteint 40 %, en francs constants, depuis un quart de siècle.

La faute en incombe en particulier à l'un de vos élus sortants, qui n'a pas voulu que notre lait soit rangé parmi les produits dont les prix sont soutenus par la Communauté européenne, et qui a favorisé, par le vote des crédits budgétaires, le développement de la production d'Emmenthal en Bretagne.

Résultats : les Bretons touchent 0,60 F par litre de lait en ce moment ; nos agriculteurs, obligés d'acheter des aliments composés, le voient en fait payé 0,40 F.

Réparer ce crime contre notre agriculture sera l'objet d'une lutte difficile. Nous nous fixons comme but de rejoindre les prix de nos voisins Suisses, ce qui donnerait environ 0,30 F de plus par litre de lait pour les produits de qualité, par la définition d'une appellation d'origine contrôlée et protégée, et par les mesures de publicité que d'autres savent bien employer.

Il faudra en même temps définir, sur le plan européen, une politique agricole de la moyenne montagne (entre 700 et 1.500 mètres), pour que l'heure de travail du paysan soit aussi rémunérée que celle du salarié ou du petit patron de qualification comparable.

2) Le problème des frontaliers est un drame humain pour notre jeunesse, certaines jeunes filles étant absentes de chez elles de six heures du matin à huit heures du soir pour gagner un peu plus d'argent. Il est impensable que le Ministre des Affaires Sociales n'ait rien fait pour le résoudre.

Il faut : a) **favoriser l'implantation** d'activités nouvelles en adaptant aux conditions climatiques l'aide aux industriels, artisans, hôteliers qui savent faire preuve d'initiative ;

b) réviser la question de la **répartition des charges sociales.** Elles ne doivent pas rester liées au **revenu professionnel personnel, je** l'ai demandé des centaines de fois dans mon ancienne activité parlementaire. Les entreprises trop chargées en main-d'œuvre, les artisans, les commerçants en paient trop, les entreprises très automatisées ne paient pas leur part. Cette injustice fondamentale pèse très lourd dans le mécontentement actuel. Il faut la supprimer. Mais ne peuvent le faire que ceux qui sont libres de toute compromission avec les puissances d'argent : nous en sommes.

3) **Notre jeunesse scolaire et étudiante** a aussi ses problèmes particuliers, dus au climat, à l'éloignement des établissements. On n'a même pas su résoudre la question du transport vers les centres d'études. A-t-on même essayé ?

Toutes ces fautes ont une cause commune, outre le dédain manifesté à nos concitoyens par les sortants : les décisions sont prises à Paris, par des fonctionnaires confinés dans leurs bureaux.

Nous sommes **partisans d'une régionalisation** qui ferait que nos problèmes soient étudiés et traités par des hommes qui les connaissent parce qu'ils les vivent.

III. Nos problèmes régionaux s'inscrivent dans un cadre plus vaste, le cadre national.

1) **Nous disons qu'il est d'abord des mœurs politiques à réformer.** Il est très grave que l'opinion publique (est-ce la vôtre ?) soit résignée à accepter les énormes gaspillages de fonds publics provenant :

— soit de choix politiques erronés (force de frappe, Concorde, représentant 8 milliards de nos francs actuels, Abattoirs de Paris, etc.)

— soit de compromissions politiques entre les puissants du jour et leurs « clients » : les rares inculpés sont en général ceux qui dénoncent les scandales, pas ceux qui en sont les auteurs (Aranda).

On peut, on doit faire de la politique honnêtement, si l'on n'a pas la hantise de s'enrichir. **Nous vous en donnerons vraisemblablement un exemple personnel important avant la fin de la campagne électorale actuelle.**

2) **Il faut que les députés fassent leur métier,** lequel est dur, ingrat, quand on le fait bien. Or il y avait **huit** députés en séance pour étudier le budget de l'Education Nationale, **un seul** pour celui de la Jeunesse. C'est une injure perpétuelle aux salariés qui eux sont sanctionnés quand ils ont un quart d'heure de retard. Jamais nous n'avons admis cela ; nous ne l'admettrons jamais (Charles VIATTE a déjà été élu cinq fois député ; il sait de quoi il parle).

3) **Il faut rebâtir notre Université,** dont Poniatowski, membre de la majorité, écrit qu'elle a été mise sens dessus dessous par un de ses Ministres, qui a joué un jeu « si intelligent qu'on ne comprend plus », en donnant raison à tous ses adversaires, en trouvant « du génie à tous les contestataires et du talent à tous les gauchistes ». Qui souffre de ces fantaisies, sinon la jeunesse de France et les enseignants ? qui est ainsi mis en péril, sinon l'avenir du pays ?

Revenons d'une façon générale, à l'honnêteté, à la loyauté, à la clarté.

Et desserrons nos populations du carcan administratif qui l'accable, de la marée grandissante de paperasses qui la submerge (un Maire nous disait que les deux tiers des papiers qu'il signe lui semblaient inutiles).

IV. Nous sommes en outre des Européens convaincus :

— regrettant que la France, par ses hésitations, n'ait pas conservé le rôle éminent que notre ami Robert Schuman lui avait donné ;

— mais décidés à parfaire sa construction.

Et, parce que nous avons eu l'occasion de vivre dans diverses parties du Monde, nous savons les **devoirs que nous avons vis-à-vis du Tiers-Monde,** mais aussi les erreurs à éviter.

L'un de nous deux connaît le Chinois autant que quiconque, l'autre a institué la Sécurité Sociale dans les Départements d'outre-Mer. L'un et l'autre ont travaillé pour qu'on développe les « micro-réalisations » en faveur des populations, non pas les dépenses de prestige en faveur des nouveaux « rois nègres ».

Tout cela, nous vous demandons de le méditer. Faire la révolution n'a aucun sens, et n'apporterait que souffrances à notre peuple ; conserver les habitudes actuelles, avec ce qu'elles entraînent de malhonnêteté, ne fait que renforcer le courant communisant qui inquiète tant de monde.

Car, enfin, réfléchissez : on veut vous faire peur avec le danger d'une gauche dominée par le parti communiste. L'un et l'autre, nous sommes anti-marxistes. Mais si une partie importante du corps électoral rejoint cette idéologie, à qui la faute ? A nous, qui, simples citoyens, voyaient, la rage au cœur, la majorité dite présidentielle, accumuler faute sur faute ? Ou à ceux qui commettaient ces fautes ?

Messieurs Genevard et Faure, vous devriez avoir la pudeur de disparaître: vous êtes responsables grandement responsables du désarroi de nos compatriotes. C'est tellement vrai que les purs gaullistes vous opposent des candidats !

Reconnaissez que vous avez trahi la confiance que vous ont manifestée nos populations.

Et laissez-nous la place ! Nous ferons moins de mal que vous : ce n'est pas difficile. Et nous essaierons de réparer les dégâts que vous avez faits : ce sera dur !

Et surtout, relisez la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen : les hommes naissent, et demeurent, libres et **égaux en droits**, (article 1er).

Vous nous avez contesté le droit d'être candidats à ces élections ; sur ce point, nous vous avons déjà battus. Nous continuerons à lutter contre les ennemis de la liberté, que vous êtes !

Et nous finirons par gagner, dans l'intérêt de tous !

Vive la liberté ! Vive la vérité !

Vive la France !

Imp. CHOPARD 25120 Maîche